

Le 23 février 2006

Les maigres résultats des nouveaux immigrants: Québec contre Ontario

Patrick Grady

Le recensement du Canada de 2001 a révélé que les nouveaux immigrants à Canada, surtout ceux qui ont arrivé depuis 1990, n'ont pas eu les bonnes expériences en la marché du travail et ont augmenté le nombre des ceux au dessous du seuil de faible revenu de Statistique Canada, lequel fonctionne comme un indicateur de la pauvreté au Canada.

C'est bien évident que la politique de l'immigration ne fonctionne pas très bien pour le Canada. Quoi pour Québec?

Quand l'accord Canada-Québec était signé en 1991, le gouvernement du Québec a conclu la première entente sur l'immigration avec le gouvernement fédéral. Celui-ci était une prix de consolation pour le rejet du Lac Meech, lequel aurait garanti dans la constitution au moins quelques-unes des demandes traditionnelles du Québec pour les pleins pouvoir en matière de l'immigration. Dans les limites du cadre des politiques fédérales et les niveaux d'immigration établis pour l'ensemble du pays, l'accord Canada-Québec donne le Québec la responsabilité unique à sélectionner les réfugiés à l'étranger et les immigrants indépendants. Avec un "certificat de sélection du Québec," le futur immigrant est garanti un visa du bureau du gouvernement canadien à l'étranger pourvue qu'il satisfait les autres critères comme ceux pour le contrôle de santé, sécurité et criminalité. Le Québec a aussi la responsabilité à offrir les services d'accueil et d'intégration aux nouveaux immigrants. Par contre, la province de l'Ontario, qui n'a pas conclu son accord sur l'immigration jusqu'à novembre 2005, n'a pas sélectionné ses propres immigrants dans la passé, laissant la responsabilité au gouvernement fédéral.

Étant donné les responsabilités différents pour la sélection des immigrants au Québec et à l'Ontario, il est intéressant à comparer l'expérience des immigrants qui s'installent en Québec avec ceux qui s'installent en Ontario. La première chose à noter est le plus grand nombre des immigrants à l'Ontario, lequel, pendant la décennie de 1996 à 2005, a admis 1.235.123 or 55.3 pour cent du total permis à entrer dans Canada, par rapport au Québec, lequel n'a admis que 348.295 or 15.6 pour cent du total. Et même en des termes relatifs, l'Ontario a admis plus d'immigrants. La part d'Ontario était plus grande que sa part de la population du Canada, laquelle était 38,9 pour cent en 2005, alors que la part du Québec était moindre que sa part de population de 23,5 pour cent. Ce nombre insuffisant a contrasté avec l'engagement des deux parties en article 6 et 7 de l'accord à poursuivre une politique laquelle permette au Québec à recevoir un pourcentage du total canadien égal à sa part de la population canadienne (plus 5 pour cent). Il a aussi contribué au souci à Québec au sujet de son déclin démographique en Canada.

Le moindre nombre des immigrants ne doit pas nécessairement être un problème. Il peut simplement refléter l'avis différent du gouvernement du Québec sur la capacité absorptive du marché de travail du Québec et de sa société par rapport à l'avis expansif du gouvernement fédéral, lequel semble à être trop optimiste donné les pires résultats des nouveaux immigrants.

Néanmoins, une comparaison des résultats montre que malgré le moindre nombre arrivant, les immigrants font pires au Québec qu'à l'Ontario.

Alors que le revenu moyen d'emploi pour ceux qui a travaillé toute l'année à plein temps était légèrement supérieur en 2000 par rapport aux travailleurs non immigrants au Québec qu'à l'Ontario, le niveau réel du revenu était considérablement inférieur (\$31,212 au Québec contre \$36,651 à l'Ontario). De plus, le taux d'emplois et le taux de chômage des immigrants récents étaient beaucoup pires au Québec qu'à l'Ontario. C'est surtout frappant que les immigrants admis au Québec pendant les années 1990 ont eu un taux de chômage de 21,9 pour cent par rapport à un taux de chômage de 13 pour cent à l'Ontario. Le taux d'emplois pour ce même group était 48,6 au Québec, 12,6 plus bas que pour les non immigrants, et 56,8 pour cent à l'Ontario.

C'est peut-être même plus révélateur que le taux de chômage des immigrants récents était trois fois plus que les non immigrants au Québec par rapport à le double à l'Ontario, lequel évidemment va déjà assez mal. C'est vrai que la plupart du problème peut être en raison des immigrants de la catégorie de la famille, laquelle sont encore la responsabilité du gouvernement fédéral. Mais l'immigration de la catégorie de la famille répond avec un retard aux décisions préalables pour les immigrants économiques et les réfugiés, pour lesquelles le Québec a une certaine responsabilité de sélection. Il y a toujours l'espérance que les résultats s'amélioreront pour ces immigrants plus récents, mais les résultats pour les immigrants admis au Québec pendant les années 1991 à 1995 suggèrent que l'amélioration ne sera pas rapide et peut-être pas complète.

Le double coup de plus faible revenu et de plus bas emplois ont causé plus des nouveaux immigrants à tomber au dessous du seuil de faible revenu au Québec qu'à l'Ontario. La proportion des nouveaux immigrants du group le plus récent au Québec dans les familles économiques qui a chuté au dessous du seuil de faible revenu était 51,8 pour cent par rapport à 38,4 pour cent à l'Ontario. Par contraste, la pourcentage des Canadiens de souche dans les familles économiques qui a tombé au dessous du seuil de faible revenu n'était que 12,9 pour cent au Québec et 9,4 pour cent à l'Ontario. Au Québec, même plus qu'à l'Ontario, la pauvreté grandit dans les communautés des nouveaux immigrants.

Les Québécois peuvent être fiers que le gouvernement du Québec a exercé beaucoup de la responsabilité pour sa propre politique d'immigration depuis 1991, mais ils ne seront pas très contents à entendre que les récompenses pour leurs efforts sont des résultats bien pires qu'en Ontario où c'est le gouvernement fédéral qui commande. D'ailleurs, ils seront même plus mécontents à apprendre le mauvaise travail que le gouvernement fédéral se fait en sélectionnant les immigrants.

Les Québécois doivent poser deux questions difficiles à leur gouvernement au sujet des maigre résultats des nouveaux immigrants. Premièrement, est qu'ils sont à cause de la mal sélection des immigrants ou à cause des pire conditions économique pour les immigrants au Québec qu'à l'Ontario? Deuxièmement, est que le gouvernement a trop sacrifié l'employabilité pour l'aptitude à parler français? Il est important que Québec préserve sa société distincte

francophone, mais on doit reconnaître que l'immigration francophone n'est pas un substitut viable économiquement d'une augmentation de la natalité.

Patrick Grady est un économiste avec global-economics.ca

Une comparaison des résultats des nouveaux immigrants: Québec contre Ontario en 2001

	Ontario				Quebec	
	Non Immigrant	Group de 91-95	Group de 96-01	Non Immigrant	Group de 91- 95	Group de 96- 01
le revenu moyen d'emploi pour ceux qui a travaillé toute l'année à plein temps 2000 (\$)	48.207	36.039	36.651	39.336	29.843	31.212
% de non immigrant		74,76	76,03		75,87	79,35
Nombre de personnes dans les familles économiques						
% faible revenue	9,4	22,5	38,4	12,9	35,5	51,8
Nombre de personnes hors famille économique						
% faible revenue	31,1	45,7	55,5	42,4	56,5	68,6
taux d'emplois(%)	65,8	62,7	56,8	59,8	57,6	48,6
taux de chômage (%)	5,9	8,5	13,0	7,8	13,7	21,9

Source: Le recensement du Canada de 2001